

formes d'entrées de capitaux – notamment le financement provenant des banques occidentales, qui a soutenu l'expansion du crédit sur les marchés locaux – leurs économies ont été beaucoup plus durement touchées par la crise financière que les économies émergentes d'Asie.

Ainsi, le PIB réel dans les économies émergentes d'Europe devrait se contracter de 3,7 p. 100 en 2009 pour ensuite se rétablir et connaître une croissance d'environ 1,0 p. 100 en 2010, ce qui est peu en comparaison des taux de croissance de 4,0 à 7,0 p. 100 observés entre 2002 et 2007. Les causes de ce brusque revirement de la performance englobent, à des degrés divers, la surchauffe de l'économie durant la période d'expansion qui a précédé la récession actuelle, une dépendance excessive à l'égard des capitaux à court terme extérieurs qui ont financé cette expansion, la propriété des banques, aux mains d'institutions financières étrangères elles-mêmes en difficulté, et la part élevée de l'activité manufacturière dans l'économie. On s'attend à ce que les baisses de production seront plus prononcées dans les économies baltes (recul de 10,6 p. 100), où les régimes de taux de change fixes ne laissent aux autorités qu'une mince marge de manœuvre. Selon les prévisions, le repli devrait se poursuivre en 2010 avec une autre baisse d'environ 2,3 p. 100. En Europe centrale, la Hongrie connaîtra vraisemblablement une contraction prolongée et l'on estime que la production diminuera de 3,3 p. 100 en 2009 et de 0,4 p. 100 en 2010. Les prévisions pour la Pologne laissent entrevoir une légère contraction en 2009, marquée par un recul de 0,7 p. 100 de la production, suivie d'une reprise l'année suivante alors que la production devrait augmenter à nouveau de 1,3 p. 100. Dans les pays d'Europe du Sud et du Sud-Est, le ralentissement devrait être plus profond et durable, les prévisions quant à l'activité économique montrant un repli de 3,6 p. 100 en 2009 et de 0,2 p. 100 en 2010.

L'Amérique latine et les Caraïbes

La crise financière mondiale s'est rapidement propagée aux marchés d'Amérique latine et des Caraïbes après la mi-septembre 2008. Les monnaies de ces pays se sont fortement dépréciées, notamment celles du Brésil et du Mexique, deux importants pays exportateurs de produits de base dotés de régimes de taux de change flexibles. En outre, le ralentissement économique dans les économies avancées – en particulier aux États-Unis, le principal partenaire commercial de la région – contribue à déprimer la demande

extérieure et à faire fondre les rentrées provenant de l'exportation, du tourisme et des transferts de fonds de l'étranger.

La faiblesse des prix des matières premières a assombri les perspectives de croissance des producteurs de produits de base de la région (notamment l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Mexique, le Pérou, Trinidad et Tobago, l'Uruguay et le Venezuela), tandis qu'elle a eu un effet positif pour les pays importateurs de produits de base des Caraïbes et d'Amérique centrale. En outre, l'arrêt de la croissance dans les économies avancées, et surtout aux États-Unis, a réduit la demande pour les exportations, ralenti le tourisme et diminué les transferts provenant des travailleurs expatriés – trois piliers des économies des Caraïbes et d'Amérique centrale. Avec tous ces facteurs à l'œuvre, l'expansion du crédit a fortement ralenti, la production industrielle et les exportations ont dégringolé et la confiance des consommateurs s'est effondrée rapidement dans l'ensemble de la région.

Dans ce contexte externe particulièrement difficile, on peut dire que la plupart de ces pays s'en tirent assez bien. Néanmoins, les estimations du PIB réel indiquent une contraction de 1,5 p. 100 en 2009, suivie d'une faible reprise en 2010. La demande intérieure baissera d'environ 2,25 p. 100 en 2009 à cause du coût plus élevé et de la rareté relative du financement étranger et de la faiblesse de la demande pour la production intérieure. Grâce à l'effet amortisseur du taux de change, l'activité diminuera légèrement ou connaîtra une modeste expansion dans certaines économies où l'on applique une politique anti-inflationniste (entre autres le Chili, le Pérou et l'Uruguay). Étant donné ses liens étroits avec l'économie américaine, la contraction devrait être plus sévère au **Mexique**, nonobstant l'effet compensatoire d'un taux de change flexible. Ainsi, l'économie mexicaine devrait se replier de 3,7 p. 100 en 2009 avant de connaître une légère reprise de 1,0 p. 100 en 2010. En revanche, le **Brésil** devrait subir un ralentissement plus limité (1,3 p. 100) en 2009, suivi d'une reprise plus décisive (de 2,2 p. 100) en 2010.

Les économies de la Communauté des États indépendants (CEI)

Parmi les diverses régions du monde, on s'attend à ce que ce soit le groupe des pays de la CEI qui connaisse le revirement économique le plus grave à court terme. Cette situation s'explique par le fait que ces économies sont secouées par trois chocs majeurs : la